

LE TEMPS

JEUDI 27 OCTOBRE 2011

Atténuer la promotion aux quatre coins du monde? Le magistrat PDC répond tout de go: «Cela fait quelques années que nous levons le pied, et la crise économique a ralenti ces transferts. Nous avons précisé ce que nous cherchons: des petites structures, innovantes et à haute valeur ajoutée. De toute manière, nous n'avons pas la place d'accueillir de grandes compagnies.»

A l'évocation du débat sur les conséquences des implantations étrangères, Pierre-François Unger dénonce «une mythologie urbaine, selon laquelle on se livrerait à un racolage agressif d'entreprises».

Il sort ses chiffres: en 2009, la promotion économique genevoise a profité aux entreprises locales à hauteur de 86% de l'enveloppe. La recherche à l'étranger, 14%. Et il insiste avec une étude de l'Office cantonal de la statistique, qui a comparé les effectifs des quartiers généraux de multinationales à cinq années d'écart. Dans ce laps de temps, la part de salariés locaux est passée de moins de 60% à 70%. «Je ne dis pas que les expatriés n'ont pas d'influence sur le logement. Mais à cet état de fait, nous devons répondre par l'offre immobilière.»

S'agissant des sièges de groupes étrangers, le gros de la vague est peut-être passé. C'est ce qu'affirme Lionel Eperon, chef du Service vaudois de l'économie, du logement et du tourisme, qui parle d'une «tendance fortement à la baisse» s'agissant des implantations. Pour diverses raisons: la fin du régime Bonny; la crise, poussant certaines multinationales à «diminuer la voile»; le fait que des sociétés, face à une Europe empêtrée dans les dettes, «auraient une moindre volonté à venir sur sol européen, et tendraient à investir en Asie»; et la montée d'un certain protectionnisme fiscal, en particulier aux Etats-Unis, où l'administration Obama traque les réserves des groupes établis hors frontières.

D'ici à la fin de l'année, le gouvernement vaudois précisera sa nouvelle ligne dans la promotion économique, qui met l'accent sur les sites de production et la recherche et développement plutôt que les quartiers généraux. Mais, rappelant le credo du Conseil d'Etat, Lionel Eperon prévient: «La promotion économique se joue sur le long terme. Si certains imaginent que l'on peut simplement tourner le bouton sur «off», ils ne doivent pas oublier l'inertie qu'il y aurait à relancer une telle politique si le besoin s'en faisait sentir.» Exercice d'équilibrisme.